

Nous vous prions de trouver ci-joint le communiqué de presse de Gérald DARMANIN sur les possibilités de report des cotisations sociales et impôts directs pour tout le mois d'avril :

Ce qu'il faut retenir pour les cotisations sociales :

- Comme le 15 mars, 1,5 million d'établissements de moins de 50 salariés en paiement mensuel, mais aussi 120 000 établissements de moins de 50 salariés en paiement trimestriel auront de nouveau la possibilité de reporter leurs cotisations à échéance au 15 avril en modulant leur paiement. Vous pouvez, **en cas de difficultés majeures**, reporter tout ou partie du paiement des cotisations salariales et patronales pour cette échéance. La date de paiement de ces cotisations sera reportée d'office jusqu'à 3 mois dans l'attente de convenir avec les organismes des modalités de leur règlement. En pratique vous pouvez moduler votre paiement en fonction de vos besoins : montant à 0, ou montant correspondant à une partie des cotisations.
- Pour les 460 000 travailleurs indépendants mensualisés l'échéance du 20 avril est de nouveau automatiquement reportée.
- 1 million de micro-entrepreneurs peuvent ajuster leur paiement du 30 avril.

Si vous ne souhaitez pas opter pour un report de l'ensemble des cotisations et que vous pouvez régler les cotisations salariales, vous pouvez échelonner le règlement des cotisations patronales, comme habituellement.

Ce qu'il faut retenir pour les impôts :

- Les entreprises qui subissent des difficultés financières liées à la crise sanitaire auront la possibilité de demander un report de leurs échéances d'impôts directs d'avril.

A noter : pour ce qui concerne les grandes entreprises (ou les entreprises membres d'un grand groupe), les demandes de report des échéances fiscales et sociales sont désormais soumises au non-versement de dividendes et au non-rachat d'actions entre le 27 mars et le 31 décembre 2020.

En cette période de fragilisation des entreprises, nous attirons votre attention sur la nécessité de privilégier au maximum le crédit interentreprises, celui-ci ne doit pas être le levier pour soulager sa propre trésorerie mais au contraire se tourner vers les autres guichets mis à disposition des entreprises, comme le report de charges fiscales et sociales, le chômage partiel, le report d'échéances bancaires ou le prêt PGE.

L'équipe Acso Conseils



Vous pouvez retrouver toutes nos newsletters sur notre site internet :
www.acso-conseils.com – Rubrique « Fiches Conseils ».
Plusieurs thèmes liés au Covid19 y sont abordés.



**MINISTÈRE
DE L'ACTION
ET DES COMPTES
PUBLICS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Gérald DARMANIN annonce un prolongement des possibilités de report des cotisations sociales et impôts directs des entreprises pour tout le mois d'avril

Paris, le 03/04/2020
N°1006

Dans le cadre du plan de soutien de l'économie face à la crise du COVID-19, le gouvernement a donné la possibilité aux entreprises qui en avaient besoin de reporter les cotisations sociales et les impôts directs dus à partir du 15 mars.

Ces mesures de trésorerie mises en œuvre par la direction générale des finances publiques (DGFIP) et le réseau des URSSAF ont été largement sollicitées :

- **530 000 entreprises** de moins de 50 salariés ont reporté leur échéance de cotisations sociales dues aux URSSAF le 15 mars, pour un montant de **3,6 milliards d'euros** ;
- **80 000 entreprises** ont reporté les échéances de cotisations de retraite complémentaire du 25 mars pour **plus d'1 milliard d'euros** ;
- **460 000 travailleurs indépendants** ont vu leur échéance du 20 mars automatiquement reportée, pour un montant de **300 millions d'euros** ;
- **32 000 entreprises** ont pu bénéficier d'un soutien des services de la DGFIP pour un montant de près de **2 milliards d'euros** (reports et délais de paiement, remises, remboursements accélérés de crédits d'impôts, etc.).

Par ailleurs, **220 000 entreprises** de plus de 50 salariés ont d'ores et déjà la possibilité, en cas de difficultés de trésorerie, de reporter leur échéance de cotisations sociales du 5 avril.

Pour accompagner les entreprises face à la crise du covid-19, Gérald DARMANIN a décidé de prolonger ces mesures exceptionnelles pour les échéances sociales et fiscales du mois d'avril.

Cabinet de Gérald Darmanin
01 53 18 45 06
presse.macp@cabinets.finances.gouv.fr

En ce qui concerne les cotisations sociales :

- **pour l'échéance du 15 avril**, les entreprises auront de nouveau la possibilité de reporter leurs cotisations en modulant leur paiement. Cette possibilité concernera, comme le 15 mars, 1,5 million d'établissements de moins de 50 salariés en paiement mensuel, mais aussi 120 000 établissements de moins de 50 salariés en paiement trimestriel ;
- **l'échéance du 20 avril** est de nouveau automatiquement reportée pour les **460 000 travailleurs indépendants mensualisés**.
- **1 million de micro-entrepreneurs** peuvent ajuster leur paiement du 30 avril.

Les mêmes modalités sont applicables pour les employeurs et exploitants du régime agricole en avril, ainsi que pour la totalité des employeurs en paiement mensuel et trimestriel qui acquittent les cotisations de retraite complémentaire le 25 avril.

En ce qui concerne les impôts : comme en mars, les entreprises qui subissent des difficultés financières liées à la crise sanitaire auront la possibilité de demander un report de leurs échéances d'impôts directs d'avril.

Dans le contexte actuel, où notre système de soins et plus largement l'action de l'Etat sont plus que jamais sollicités, Gérald DARMANIN rappelle que ces mesures sont destinées aux entreprises et micro-entreprises qui en ont le plus besoin. Il est important que les entreprises qui le peuvent continuent à participer au financement de la solidarité nationale.

A noter : pour ce qui concerne les grandes entreprises (ou les entreprises membres d'un grand groupe), les demandes de report des échéances fiscales et sociales sont désormais soumises au non-versement de dividendes et au non-rachat d'actions entre le 27 mars et le 31 décembre 2020.